

ACTION URGENTE

LA FAMILLE D'UN JOURNALISTE EMPRISONNÉ EST MENACÉE

Emin Fatullaïev, le père d'Eynulla Fatullaïev, un journaliste azerbaïdjanais actuellement emprisonné, a reçu des menaces indiquant qu'il serait tué s'il ne cessait pas de dénoncer la situation de son fils. Emin Fatullaïev et sa famille sont en danger.

Le 17 mars vers 13 heures, **Emin Fatullaïev**, a reçu un appel anonyme chez lui à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, lui ordonnant de « la fermer » au sujet de l'affaire de son fils, ou « toute [sa] famille serait détruite ». Il a immédiatement signalé ce coup de téléphone aux autorités.

C'est la troisième fois qu'il reçoit des menaces téléphoniques liées à ses efforts pour attirer l'attention d'organisations internationales, notamment celle d'Amnesty International, sur le cas de son fils, Eynulla Fatullaïev. Amnesty International pense que les charges retenues contre Eynulla Fatullaïev, emprisonné depuis 2007, ont été forgées de toute pièce et considère cet homme comme un prisonnier d'opinion. À chaque fois qu'il a reçu ces appels anonymes, Emin Fatullaïev s'est vu ordonner de cesser d'attirer l'attention sur le cas de son fils. Le premier appel a eu lieu en 2007, peu après le placement en détention d'Eynulla Fatullaïev. Il a reçu le second appel le 1^{er} janvier 2010, quelques jours après l'inculpation de son fils pour détention de drogues illicites en prison. La personne qui l'a appelé a déclaré à Emin Fatullaïev que c'était une bonne chose que son fils ait été inculpé et qu'il allait arriver pire. Amnesty International pense que les charges liées à la détention de stupéfiants ont été fabriquées de toute pièce afin de discréditer encore davantage Eynulla Fatullaïev à l'heure où son cas est examiné par la Cour européenne des droits de l'homme. La Cour étudie toujours l'affaire.

Les autorités ont recueilli la déclaration d'Emin Fatullaïev à propos du dernier appel de menaces mais n'ont pris aucune mesure visant à identifier les responsables ou à protéger cet homme et sa famille. Elmar Housseïnov, un journaliste qui, tout comme Eynulla Fatullaïev, critiquait ouvertement le gouvernement azerbaïdjanais, a été tué par balles à Bakou en 2005. Personne n'a été traduit en justice pour cet homicide. Amnesty International a recensé de nombreux cas dans lesquels des journalistes ont été agressés pour s'être montrés critiques envers le gouvernement.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en azéri, en russe, en turc, en anglais ou dans votre propre langue) :

- priez les autorités d'agir immédiatement afin de protéger Emin Fatullaïev et sa famille, en veillant à ce que les mesures de protection mises en place respectent les souhaits de la famille ;
- demandez-leur de diligenter immédiatement une enquête efficace et impartiale sur les menaces de mort que cet homme a reçues, d'en rendre publiques les conclusions et de déférer à la justice les responsables présumés ;
- indiquez qu'Amnesty International considère Eynulla Fatullaïev comme un prisonnier d'opinion, qu'il convient de libérer immédiatement et sans condition.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 30 AVRIL 2010 À :

Président de la République
Ilham Aliyev Office of the President
19 Istiqlaiyyat St.
AZ1066 Baku, Azerbaïdjan
Fax : +99412 492 35 43/ 492 06 25
Courriel : president@president.az
Formule d'appel : *Dear President, /*
Monsieur le Président,

Ministre de l'Intérieur
Col.- Gen. Ramil Usubov
Minister of Internal Affairs
Ministry of Internal Affairs
Husu Hajiyev Street 7
Baku 370005 Azerbaijan
Fax : + 99412 492 7990
Formule d'appel : *Dear Minister, /*
Monsieur le Ministre,

Copies à :
Médiatrice de la République
Prof. Elmira Suleymanova
Ombudsperson
Office of the Ombudsman
40 Uz. Hajibeyov Street
Baku AZ1000, Azerbaijan
Fax : + 994 12 498 8574
Courriel :
ombudsman@ombudsman.gov.az

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Azerbaïdjan dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

LA FAMILLE D'UN JOURNALISTE EMPRISONNÉ EST MENACÉE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le 30 décembre 2009, de nouvelles charges ont été retenues contre Eynoulla Fatoullaïev, initialement incarcéré pour diffamation en avril 2007. Plus tard en 2007, il avait été condamné pour terrorisme, incitation à la haine à l'égard d'une ethnie et évasion fiscale. Amnesty International estime que ces accusations ont été forgées de toutes pièces et considère cet homme comme un prisonnier d'opinion.

Selon un porte-parole des services pénitentiaires d'Azerbaïdjan, le 29 décembre 2009, des gardiens ont trouvé 0,22 g d'héroïne dans les chaussures et une manche de la veste d'Eynoulla Fatoullaïev après l'avoir fouillé dans sa cellule. Celui-ci a indiqué à son père qu'une fois entrés dans la cellule, les gardiens n'ont fouillé que sa veste et ses chaussures, et non l'ensemble de la pièce. Les gardiens ont déclaré qu'ils avaient reçu une dénonciation anonyme. Eynoulla Fatoullaïev, qui n'a jamais fait usage de stupéfiants, nie fermement ces accusations et affirme que la drogue a été dissimulée dans ses affaires. Le 30 décembre, un échantillon de sang lui a été prélevé afin de détecter la présence éventuelle de drogue.

Le jour même, il a été inculpé de détention de drogues illicites et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a publié un communiqué de presse condamnant les persécutions incessantes dont cet homme était victime. Le représentant pour la liberté des médias, Miklos Haraszi, a déclaré qu'il avait « rendu visite deux fois à Eynoulla Fatoullaïev dans sa prison de haute sécurité et [trouvait] les allégations de trafic ou de possession de drogue très improbables ».

À l'issue d'une audience qui s'est tenue le 31 décembre 2009, un juge du tribunal du district de Garadag a ordonné le placement à l'isolement d'Eynoulla Fatoullaïev pendant deux mois, en attendant son procès. Selon son père, il a été transféré en unité sécurisée dans le village de Kyurdakhany, à environ 16 kilomètres de Bakou.

Le 2 février, les autorités ont rendu public le résultat de l'examen de sang d'Eynoulla Fatoullaïev, mais pas l'analyse détaillée. Selon elles, de faibles traces de métabolites trahissant l'usage d'héroïne ont été trouvées dans son sang, mais pas en quantité suffisante pour démontrer qu'il devait entamer une cure de désintoxication.

Eynoulla Fatoullaïev dément ces résultats et pense qu'ils ont été truqués car l'examen a été pratiqué dans une structure médicale gérée par l'État. Les requêtes déposées par l'avocat qui assure sa défense pour demander un examen indépendant ont été rejetées par le tribunal. Les autres centres d'analyses médicales, contactés par Amnesty International pour pratiquer un examen de sang en toute indépendance, ont refusé car il s'agit d'une affaire trop sensible sur le plan politique.

Les nouvelles accusations formulées contre Eynoulla Fatoullaïev pourraient allonger de trois ans sa peine actuelle, qui doit s'achever en 2016.

Amnesty International pense que l'incarcération de cet homme a pour objectif de le réduire au silence car ses articles critiquaient le gouvernement. Elle le considère comme un prisonnier d'opinion. Par conséquent, l'organisation pense que les nouvelles charges retenues relèvent d'une tentative des autorités visant à le discréditer encore davantage, à l'heure où son cas est examiné par la Cour européenne des droits de l'homme.

AU 68/10, EUR 55/002/2010, 19 mars 2010

AMNESTY
INTERNATIONAL

